

L'ARGENT PUBLIC DOIT ALLER À LA RECHERCHE PUBLIQUE

La CGT-INRA, rejointe par le SNTRS-CGT et CGT FERC-Sup, vient de proposer aux autres organisations syndicales de la Recherche et de l'Enseignement supérieur de s'adresser à tous les personnels des EPST et universités pour revendiquer un financement fondé sur crédits d'État récurrents et s'opposer à la généralisation des appels à projets qui détruisent le système public de recherche et engendrent la précarité.

La carence en crédits récurrents a induit une mutation de la recherche qui ne fonctionne main-

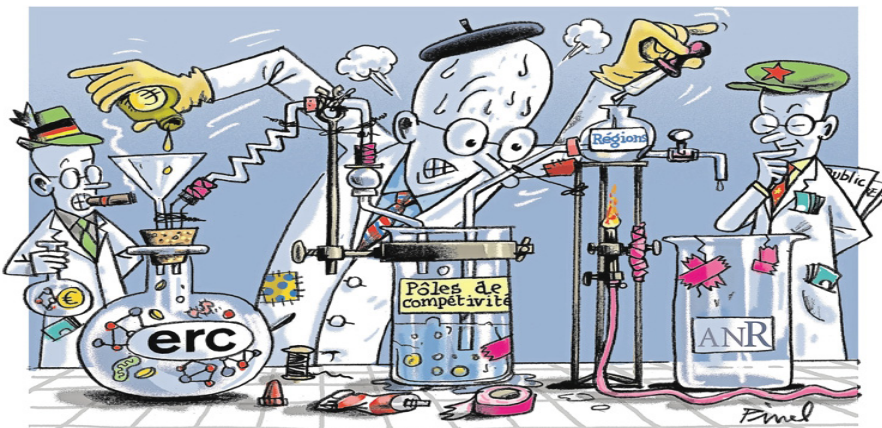
tenant que sur le mode de projets pluriannuels obtenus via des appels d'offres de plus en plus concurrentiels. Ces dispositifs contraignent les personnels, y compris et surtout ceux dont le métier est censé être l'enseignement et/ou la recherche, à passer de plus en plus de temps à déposer une quantité croissante de projets à un mille-feuille de guichets. Que ce soit via l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), l'Europe ou les régions, cette politique de financement sur appels d'offres ne permet plus de travailler sur le long terme, comme le nécessite l'activité de recherche, et constitue une usine à précaires.

Cette politique sert aussi à orienter les financements publics vers une recherche marchande au service des intérêts économiques. Le doute s'installe de plus en plus chez les citoyen·nes concernant notre indépendance.

À terme, c'est la parole scientifique qui est en danger, alors même que le besoin d'une science indépendante de tous lobbies, n'a jamais été aussi urgent dans le contexte de crises écologiques, économiques et alimentaires que nous vivons.

Cette recherche en mode « tout projet » est aussi un formidable gâchis : le temps

passé par un·e chercheur·euse en écriture de projet et travail administratif pour obtenir 100€ coûte à l'État l'équivalent de 50€. Dans ce nouveau paysage, où chaque collectif doit survivre dans une compéti-



tion de plus en plus féroce, toutes les catégories de personnels sont sous pression. La souffrance au travail s'installe durablement partout. Congés maladies et « burn-out » se multiplient et nos collègues en situation précaire n'ont plus de perspectives. Il est urgent de changer ce mode de financement et de redonner aux équipes de recherche les moyens de travailler sur le long terme. La pétition soumise à la signature de tous les personnels demande à ce que chaque laboratoire puisse bénéficier d'une dotation de base universelle significative fondée sur le nombre d'équivalents temps-plein y travaillant (titulaires de tous niveaux et doctorant·es), auquel se rajouterait une partie modulable qui dépendrait de la discipline ou domaine de recherche.

Des conseils scientifiques nationaux se sont prononcés pour que le soutien récurrent redonne la base essentielle du financement de la recherche.

Les ressources financières existent pour cela. Le budget octroyé en 2018 à l'ANR s'élève à 743 millions

d'euros. Le Crédit Impôt Recherche, dont l'inefficacité a été largement démontrée car les dépenses en R&D (Recherche et Développement) des entreprises n'ont pas augmenté, coûte 5.8 milliards d'euros au budget de l'État pour profiter aux actionnaires des grandes entreprises, notamment de services.

Réattribuer ces fonds directement vers la Recherche et l'Enseignement supérieur publics permettrait de résorber la précarité et d'avoir suffisamment de moyens récurrents pour que les universités puissent satisfaire à leur mission d'émancipation par le savoir et pour que les chercheur·euses puissent chercher autre chose que de l'argent.

S'opposant frontalement à la politique du gouvernement Macron-Vidal, l'appel se prononce donc pour la suppression des PIA, de l'ANR et du CIR et la restitution des fonds correspondants aux EPST et universités afin que les unités et laboratoires puissent en toute transparence bénéficier des crédits récurrents et emplois de titulaires nécessaires.